

LA STRATEGIE  
MONDIALE DE  
LA CONSERVATION  
EN

# Action

SEPTEMBRE 1984

## JETER LES FONDATEMENTS

A première vue, la décision de Madagascar d'adopter une stratégie de conservation n'a rien d'extraordinaire; après tout, d'autres stratégies ont été lancées dans le monde, notamment en Afrique. A y regarder de plus près, on se rend compte de l'importance considérable de cet engagement: nous assistons peut-être à un changement fondamental.

**E**N dépit de nombreuses contraintes environnementales, la nécessité de la conservation a été comprise depuis longtemps à Madagascar. En 1970 déjà, une importante conférence sur la conservation de la nature et de ses ressources avait lieu à Tananarive; on y abordait déjà la possibilité de conflits entre la conservation et le développement.

Quatorze ans après, le lancement de la stratégie de conservation à Madagascar peut être considéré comme l'aboutissement naturel de cette nouvelle prise de conscience qui touche les plus hautes autorités de l'Etat. Le 4 avril 1984, un décret présidentiel créait officiellement la Commission nationale sur la stratégie pour la conservation des ressources vivantes dans l'intérêt du développement socio-économique du pays.

### Pourquoi une stratégie malgache?

Avant de répondre à cette question, il faut se demander comment, en quelques siècles, une population de neuf millions d'habitants a pu détruire les ressources d'un territoire aussi vaste (592 000 km<sup>2</sup>) au point de compromettre l'avenir et menacer une priorité nationale — l'autonomie alimentaire.

Madagascar — île montagneuse toute en longueur — a des atouts naturels évidents: des frontières sûres, des milliers de kilomètres de rivage, des régions géo-climatiques variées (équatoriales à semi-arides, en passant par des régions tropicales montagneuses) et toute une gamme de possibilités éco-



Photo: J.-J. Petter

## LA STRATÉGIE DE CONSERVATION DE MADAGASCAR

nomiques rares dans le monde d'aujourd'hui. Ce n'est pas par hasard que Madagascar est considérée comme un continent à elle seule, ce qui empêche les comparaisons avec d'autres pays. La colonisation de l'île s'étant effectuée au hasard, avec une utilisation irréfléchie des ressources naturelles, l'écologie et les populations qui en dépendent en ont souffert. La campagne défigurée est à porter au passif de l'économie du pays, ce qui vaut à Madagascar la réputation d'être parmi les pays les plus érodés qui soient, et d'être défigurée par les activités humaines.

Jadis recouverte de forêts sur les cinq sixièmes de son territoire, Madagascar n'a plus aujourd'hui qu'une seule forêt protégée

sur la côte est et quelques bosquets disséminés dans le reste du pays. La destruction du couvert forestier, l'épuisement des sols par la houe et les sabots des animaux de trait et les feux de brousses — le tout dans un contexte de transition vers un climat plus sec depuis plusieurs siècles — sont de gros obstacles à la repousse des forêts. Il en résulte une «savanisation» rapide du pays.

L'agriculture et l'élevage représentent 50% du produit national brut et occupent une place prépondérante dans la vie quotidienne. Le troupeau national — 10 millions de têtes — est géré suivant la technique de pâturage de rotation — raisonnable à condition qu'il n'y ait pas de surcharge du

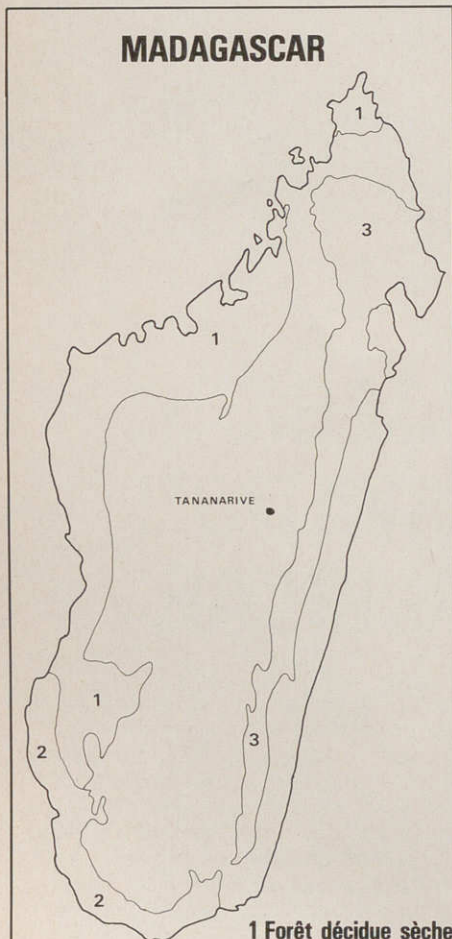


## MADAGASCAR — suite

système. Cependant, les pâturages trop fréquents sur un même emplacement et les brûlis annuels traditionnels finissent par détruire les sols fragiles.

Ces pratiques entraînent une forte érosion qui compromet gravement l'avenir du développement économique. Des centaines de milliers d'hectares sont ainsi perdus pour l'agriculture. L'érosion dicte de plus en plus les pratiques agricoles: après avoir été utilisé jusqu'à épuisement pour l'agriculture et l'élevage, le sol devient la proie de l'érosion; d'autres régions sont à leur tour colonisées puis abandonnées. Le pays finit par être couvert par des cercles d'érosion convergents.

Le relief du pays, avec ses montagnes et ses collines au centre, aggrave encore l'érosion. Les terres les plus riches sont des vallées alluviales idéales pour la riziculture. Elles sont de plus en plus touchées par des glissements de terrains survenant en amont, qui, en provoquant une sédimentation excessive, étouffent le sol sous le sable et occasionnent des inondations; les fermiers doivent chercher de nouvelles terres — à un moment où la population en augmentation constante dépend toujours plus de l'utilisation correcte des ressources naturelles.



Ancienne répartition des types forestiers. Les forêts adultes sont maintenant rares dans ces régions. Dessin: A. London

La superficie de terres arables diminue chaque année à cause du manque d'harmonie entre l'homme et son environnement. Le problème qui se pose aux Malgaches est de gagner la bataille de l'autonomie alimentaire alors que Mère Nature est de moins en moins productive et que le bois — principale source de combustibles — se fait rare.

### Quelle est la solution ?

Compte tenu des difficultés économiques nationales et de la récession mondiale, il est remarquable que le gouvernement malgache ait non seulement retenu le principe d'une stratégie nationale de conservation, mais aussi agi rapidement en vue de son application. C'est un engagement courageux qui témoigne d'une prise de conscience des problèmes et de la volonté d'y faire face.

Une première stratégie a été définie par un groupe de travail avec l'assistance technique de l'UICN. Elle s'appuie très étroitement sur les particularités de Madagascar et s'efforce d'être pratique et réaliste.

Comme la stratégie a été voulue dès le départ comme un *outil pragmatique, ouvert, progressif et adaptable*, elle a abouti à des propositions visant à:

- réconcilier la population malgache avec son environnement, notamment les arbres. Des arbres seront plantés dans des régions rurales pour servir de haies,

de coupe-vent, pour protéger le flanc des collines, reboiser les villages, donner des fruits; des pépinières d'arbres auront une fonction éducative. Ce n'est qu'en démontrant les multiples utilisations des arbres que le pari sera gagné. Le but à atteindre est un développement intégré qui tienne compte de tous les aspects de l'environnement et de la production et qui accorde à la participation humaine une place importante;

- amener les organismes d'aide au développement à financer des projets peu coûteux ne nécessitant qu'une aide externe et donnant la priorité aux problèmes de conservation directement liés au développement;
- concevoir et réaliser des projets qui présentent des avantages pour plusieurs secteurs: protection des flancs de collines, lutte contre l'érosion, protection et développement des pâturages et participation populaire, notamment des enfants.

Ceux qui ont commencé à préparer la stratégie malgache pour la conservation ont fait en sorte qu'elle soit une stratégie de développement en elle-même. Elle s'inspire des priorités nationales définies dans la Charte de la révolution socialiste de Madagascar. Elle lutte contre l'exode rural, favorise la décentralisation et le développement régional et appuie les efforts menés par le gouvernement pour gagner la bataille de l'autonomie alimentaire. □

## L'AUDIO-VISUEL UTILE

### L'UICN a reçu trois nouveaux matériels audio-visuels sur la conservation.

**A** Wellington, Nouvelle-Zélande, la Commission pour l'environnement a produit une présentation audio-visuelle complète, intitulée *Conservation — A Strategy for Development*, dont le message est que l'utilisation durable des ressources vivantes est indispensable à la poursuite du développement de la Nouvelle-Zélande. On y explique la nécessité de protéger l'écosystème, de maintenir la diversité génétique, ainsi que des ressources renouvelables et non renouvelables.

En Ouganda, les clubs de la faune ont produit, avec l'assistance technique du Centre international pour l'éducation en matière de conservation, Cheltenham, R.-U., un paquet de 60 diapositives avec commentaire intitulé *Development without Destruction*.

Le Centre a également réalisé *Planning for Survival*, à la demande du PNUE, pour promouvoir la *Stratégie mondiale de la conservation*. Il s'agit de 80 diapositives en couleurs avec script illustré et commentaire sur cassette, illustrant les principaux risques encourus par l'environnement mondial.

Ces matériels n'ont pas un but uniquement éducatif; ils devraient modifier notre perception du monde et contribuer à la préparation de stratégies nationales de conservation. □

### FRANCE

**U** NE réunion aura lieu à Dijon le 22 octobre 1984 pour préparer le terrain pour la préparation d'une stratégie nationale de conservation pour la France. La réunion se déroulera sous l'égide de l'Association internationale des entretiens écologiques (AIDEC). □



# THAÏLANDE

**L'une des principales priorités définies dans la *Stratégie de conservation pour la Thaïlande (1979)* était la nécessité de définir le potentiel de développement de différentes régions du pays, notamment des bassins versants du nord particulièrement préoccupants à cause du choix d'affectations inappropriées et du déboisement.**

**Le travail décrit ci-après a été entrepris pour tenir compte de cette nécessité et dans le but d'élaborer un instrument de planification de l'affectation des terres. Cet article s'inspire d'un rapport plus complet de David D. Wooldridge, consultant du Centre de la conservation pour le développement de l'UICN.**

**E**N 1961, 57% du territoire thaïlandais étaient recouverts de forêts. Cette proportion tombait à 37% en 1974 et à 32% en 1982. Le plus fort déclin a été enregistré dans certaines régions du nord du pays, où l'on est passé de 67% en 1973 à 56% en 1978, soit une perte de 1,87 millions d'ha.

Les forêts ont été défrichées pour nourrir une population en augmentation rapide. L'agriculture représente à peine moins de 70% des recettes annuelles de l'exporta-

tion. Environ 43% des terres arables sont cultivées en permanence. La Banque Mondiale estime que 3,5 millions d'ha de forêts ou de broussailles pourraient être affectés à l'agriculture.

Mais le maintien d'un couvert forestier viable est considéré en Thaïlande comme une question d'intérêt national. Le quatrième Plan de développement économique national (1977-1981) a fixé les objectifs suivants pour la conservation des forêts:

- maintenir au moins 37% de la superficie totale en forêts;
- faire passer le déboisement de 7 600 km<sup>2</sup> par an à 800 km<sup>2</sup> par an;
- augmenter le reboisement à 80 000 ha par an;
- faire passer les zones de conservation de la faune de 12 à 22 en augmentant le nombre des réserves nationales de 13 à 20; et
- reboiser tous les bassins versants importants du pays en donnant la priorité aux régions du nord et du nord-est.

L'agriculture de rotation dans des régions élevées des bassins versants n'est pas un problème propre à la Thaïlande. Dans le nord du pays, la population des collines est estimée à 250 000-500 000 personnes. Ces populations pratiquent deux principaux types d'agriculture: cultures pendant trois à cinq ans, puis abandon de la région; ou cultures de rotation suivies de jachère autour de villages sédentaires avec, souvent, une arboriculture permanente. Trente à quarante mille hectares sont défrichés chaque année pour l'agriculture de rotation.

Ce type d'utilisation du territoire a gravement compromis la productivité durable de la terre. Pendant plus de 20 ans, l'on a admis la nécessité d'une politique d'utilisation des terres adéquate, afin que chaque hectare ait la meilleure capacité de production possible.

En octobre 1979, après discussions ministérielles, une commission a été formée sous la présidence de M. Kasem Chunkao pour classer les bassins versants. Le projet, financé par le gouvernement et grâce à un soutien supplémentaire émanant de l'UICN financé par le gouvernement suédois, avait deux objectifs principaux:

- élaborer une méthodologie pour classer les bassins versants; et
- appliquer la méthodologie à la région de Mae Ping pour déterminer l'affectation des terres souhaitable avant janvier 1985.

## Un important instrument de planification stratégique

Si le projet est intitulé «Classification des bassins versants», son principal résultat devrait être une carte des possibilités d'aménagement du territoire où chaque catégorie de bassin versant recevra ses affectations particulières. La capacité des terres, exprimée quantitativement, doit se fonder sur les caractéristiques physiques de la région qui touchent à la productivité d'une culture donnée, et en fonction de l'érosion. Cette productivité dépend principalement des facteurs suivants:

- climat: précipitations annuelles et mensuelles, intensité des pluies, évaporation, vent, etc.;
- géologie: formations géologiques, désagrégation géochimique des roches et facteurs liés à la productivité inhérente aux sols;
- sols;
- pente, mesurée grâce à des cartes topographiques;
- géomorphologie et
- faune et flore.

En définissant la méthodologie, la principale tâche était de déterminer dans quelle mesure les possibilités d'utilisation des terres dépendaient de ces facteurs et d'autres, en s'appuyant sur des données réunies sur un nombre limité de sites sélectionnés. S'il était important d'inclure au départ *toutes* les variables susceptibles d'influencer la productivité globale du bassin versant, il fallait en outre tester l'importance relative des différents paramètres pour exclure les moins importants et simplifier l'équation. Une fois établis les liens entre ces variables et leur relative importance pour la stabilité des terres dans les sites choisis, l'équation pourrait être appliquée, non sans précaution, dans le reste du pays — la priorité étant accordée aux régions abruptes du nord.

Il fallait une méthode qui produise des cartes montrant les divers potentiels de développement des régions considérées, qui tiennent compte d'une large base de données, tout en conservant une certaine souplesse



*Des régions aux pentes courtes, raides, et modérément arides sont souvent classées CBV2, même si la plupart, jouxtant des rizières, sont également cultivées ou servent de pâturages.*



dans les types de variables utilisées. L'évaluation initiale des données de base indiquait une bonne information sur la géologie et les sols et des cartes topographiques suffisamment détaillées pour mesurer la pente, l'altitude et le relief.

Cinq catégories de bassins versants ont été proposées:

- la catégorie de bassin versant (CBV) 1 est définie comme comprenant les régions de protection de l'alimentation des sources, habituellement situées en altitude et avec des pentes très fortes;
- CBV 2: forêts d'exploitation, habituellement situées en altitude avec des pentes de 50% à 85%;
- CBV 3: régions élevées avec des pentes de 35% à 50% pouvant servir à l'exploitation forestière ou à certains types d'utilisation agricole, notamment les arbres fruitiers;
- CBV 4: basses terres avec des pentes de 12% à 35% convenant à l'agriculture, avec un besoin modéré de conservation des sols et de l'eau; et
- CBV 5: les plaines consacrées à la riziculture ou autres utilisations agricoles, avec peu de restrictions et de mesures de conservation.

Mae Klang, région où se trouve le point culminant de Thaïlande, est le bassin versant qui a été sélectionné pour déterminer les relations fonctionnelles entre les variables et les catégories de bassin versant. Cette région contient des forêts sempervirentes sur fortes pentes, mais aussi une importante région de forêts décidues et quelques pins indigènes. Cependant, il n'y avait pas suffisamment de rizières et l'équation initiale élaborée pour la région montrait un déséquilibre en faveur de CBV 1 (protection totale) au détriment de CBV 5.

L'étude approfondie de 500 cellules d'un km<sup>2</sup>, utilisées dans le projet en juillet 1984, confirmait cette erreur initiale; mais grâce à la souplesse du système basé sur ordinateur, la correction a pu se faire rapidement.

L'équipe du projet établit chaque jour des cartes de plusieurs milliers de km<sup>2</sup>. Dix catégories seront mises au point sur ordinateur et elles seront affectées arbitrairement de paramètres numériques. L'addition et le retrait de variables des données de l'ordinateur et une nouvelle cartographie sur la base de nouvelles équations peuvent se faire avec une grande efficacité et en quelques minutes. Actuellement, 20 000 km<sup>2</sup> ont été cartographiés dans le haut Mae Ping. La totalité du bassin devrait être cartographiée en septembre 1984. Le travail se poursuivra ensuite dans d'autres régions de Thaïlande où une nouvelle équation sera développée.

Cette première phase du travail se terminera à la fin de 1984, puis une réunion se tiendra aux plus hauts niveaux politiques pour discuter du concept de classification du bassin versant, dans son ensemble. Quelques participants devraient provenir d'autres pays ayant des problèmes similaires. □

# OMAN 1974-1984

## Une décennie de progrès

**La plupart des stratégies nationales de conservation sont des documents officiels résultant d'une période de planification et de consultation relativement brève mais intense. Dans le sultanat d'Oman, le développement des idées et des actions s'est, au contraire, étalé sur une décennie.**

L'évolution de la politique de conservation à Oman est significative à deux égards. Par sa démarche, elle s'efforce de relier développement et conservation, de tirer parti de l'expérience d'autres pays pétroliers et de s'appuyer sur des traditions de conservation de la nature bien ancrées dans la population. Le processus a commencé avant la publication de la Stratégie mondiale de la conservation et s'est développé parallèlement mais indépendamment de celle-ci. A Oman, la stratégie se développe selon une approche pratique, projet par projet. Elle est guidée par un bon sens instinctif plutôt que par une planification préliminaire; il convient donc de s'y intéresser. Cette méthode est d'ailleurs citée dans la SMC. Il sera intéressant de voir si cette démarche «évolutive» aboutira à une stratégie en bonne et due forme.

L'intérêt personnel du sultan d'Oman, Qaboos bin Saïd, qui règne sur le pays depuis 1970, est un atout majeur. A cette date, la modernisation du pays a commencé grâce aux revenus du pétrole. En 1974, le sultan créait un poste de conseiller en conservation.

Le sultan a rapidement compris la nécessité d'une utilisation durable des ressources naturelles quand les réserves pétrolières seraient épuisées, l'importance de la faune et de la flore et le lien qui existe entre le développement et la conservation d'un environnement encore très mal connu.

Au nord, Oman présente un magnifique panorama montagneux surplombant de 2 000 à 3 000 m une plaine côtière légèrement boisée. Les versants ombragés et humides au nord sont couverts de bois clairsemés entrecoupés d'herbages où l'on rencontre des plantes succulentes à fruits, et du genièvre en altitude. La région est peuplée d'éleveurs de chèvres, les Bedous, dont les maisons en boue séchée et les jardins irrigués s'intègrent parfaitement au paysage rocaillieux. Dans le sud (Dhofar), une seule variété de bétail paît sur les herbages qui

Cet article s'inspire d'un rapport de Paul Munton, avec l'avis de Ralph Daly.

s'étendent de la mer aux contreforts montagneux où ils disparaissent sur les pentes arides où l'on rencontre des vestiges de civilisations anciennes. Les pentes s'abaissent au nord vers le désert d'Arabie (*'rub al khali*).

### Les traditions de conservation

Quelques-uns des projets de conservation de la dernière décennie s'appuient sur des pratiques de conservation traditionnelles. Le premier (1976 à 1978) portait sur une espèce menacée, le tahr d'Arabie (*Hemitragus jayakari*) et a été réalisé en commun par l'UICN, le WWF et le gouvernement omanais. Le tahr d'Arabie est la plus petite de trois espèces connues, les deux autres habitant dans des habitats beaucoup plus humides de l'Himalaya et du sud de l'Inde. L'espèce omanaise vit sur des escarpements abrupts abrités, orientés au nord, où elle trouve une végétation abondante à l'abri des chasseurs. Certaines régions, les *hema*, sont réservées depuis des siècles à la chasse au tahr. Le pâturage des chèvres y est traditionnellement interdit, ce qui réduit la concurrence, maintient la végétation et encourage le regroupement des tahrs.

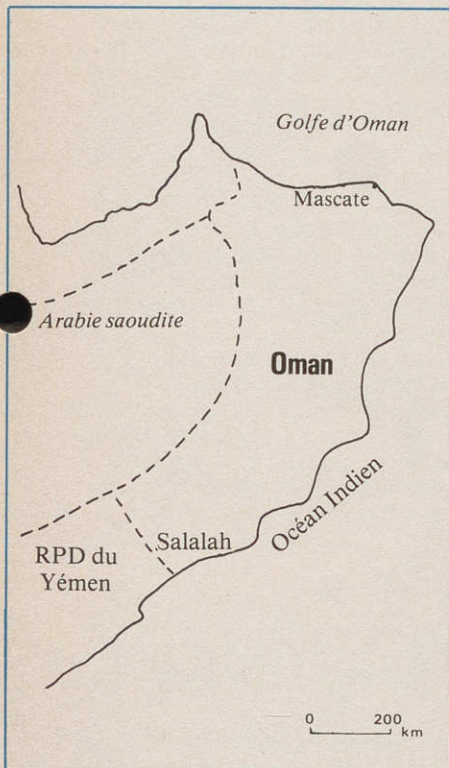
La réserve de Wadi Serin (240 km<sup>2</sup>) a été créée en 1975 pour le tahr qui est protégé dans tout le pays. Certaines régions sont spécifiquement réservées au tahr, tandis que d'autres le sont au bétail. L'un des avantages du pastoralisme local est qu'il permet de contrôler les entrées et les sorties dans la région. La réserve, patrouillée par des rangers, couvre à présent toute la région de la côte et des montagnes s'étendant au sud de Mascate jusqu'à Tiwi, soit le double de la superficie originale.

L'on s'est également appuyé sur les traditions pour réintroduire l'oryx algazelle (*Oryx leucoryx*), là encore avec l'assistance de l'UICN et du WWF. La chasse avec véhicules à moteur et armes automatiques a entraîné l'extinction de l'espèce dans la région dès 1970. Sa réintroduction aurait pu se solder par un échec si les oryx n'avaient pas été placés sous la protection des Harasis, une population du centre du pays. Les Harasis déplorait depuis longtemps la destruction des oryx au cours de safaris venant de l'extérieur, alors qu'eux-mêmes avaient traité ces animaux avec soin. Bon nombre de gazelles ont malgré tout survécu grâce à la protection attentive de la tribu et à la qualité de la végétation. Ces oryx sont les descendants de ceux qui avaient été sauvés en 1962 grâce à l'«Opération oryx» menée par la Société de préservation de la faune. Un premier troupeau de 10 animaux a été relâché en janvier 1982, après avoir passé deux ans à Oman, en provenance d'un élevage de San Diego. Il



compte maintenant 13 animaux, et 11 animaux supplémentaires, venant essentiellement d'un élevage omanais, ont été relâchés en avril 1984. Ce programme a remporté un tel succès que plusieurs cheiks du centre du pays se rendent régulièrement au bureau du conseiller pour demander à s'occuper d'oryx.

Dans le sud, les traditions de conservation sont en passe de disparaître et doivent



Dessin: A. London

Avant le «boum» pétrolier, le sultanat d'Oman était un pays de bergers et de jardiniers utilisant un système d'irrigation alimenté par les eaux de source et de pluie. Il a 1 700 km de côtes sur l'océan Indien. La moyenne de précipitations est de 100 mm, avec 600 mm sur les deux chaînes de montagnes. La chaîne la plus au sud a un climat de mousson produisant une végétation herbacée luxuriante et une flore et une faune uniques associées à celles du Sahara, de l'Iran et des régions himalayennes et méditerranéennes.

être renforcées par d'autres mesures. Au cours des siècles, les habitants des prairies de mousson ont déterminé un mode d'interaction avec leur environnement qui préserve l'environnement et empêche la surcharge des pâturages. Pendant la saison des pluies, le bétail était mis à l'abri des mouches dans la journée, et sorti seulement la nuit. Cela réduisait l'étendue de la zone où les animaux paissaient. A la saison sèche, quand il n'y avait plus d'herbe, le bétail était nourri de sardines séchées. Il résultait de ces pratiques que les troupeaux des Dhofaris ne dépassaient pas la capacité de charge de pâturages.

Au cours de la dernière décennie, le conseiller à la conservation de l'environnement a surveillé les changements survenant dans l'équilibre biologique et identifié les régions où des mesures sont nécessaires. Dans les prairies de Dhofar, l'équilibre a commencé à changer dès 1977. Après la guerre dans le Dhofar, le marché du bétail s'est élargi et le nombre de têtes a rapidement augmenté. L'on s'est alors aperçu que le surpâturage et certains travaux de développement essentiels compromettaient la productivité de la région; aussi le sultan convoqua-t-il, à l'automne 1983, une réunion de 22 experts mondiaux pour évaluer les ressources du Dhofar et les changements survenus et proposer des mesures. Les experts se sont réu-

*«Le développement est un processus nécessaire, particulièrement dans notre pays, mais il doit être correctement orienté de sorte que nos bois ne soient pas détruits, nos sols érodés, et que nos espèces animales et végétales précieuses ne soient pas entravées dans leur rôle de maintien de cet environnement dans lequel nous vivons et qui nous a été donné par Dieu.»*

Sultan Qaboos, 1977

nis avec 24 personnalités gouvernementales à Salalah, la capitale du sud. Le surpâturage ayant été établi, la réunion a recommandé la préparation d'un plan complet d'affectation des sols, devant être intégré dans le bureau du Wali (gouverneur) du Dhofar, et l'établissement d'un comité interministériel pour coordonner l'action des différents services. Ces conclusions ont été communiquées au sultan quand il reçut les représentants de la réunion, notamment le président de l'UICN, le professeur Kaszas, le président du conseil du WWF, Sir Peter Scott, et le président de la réunion. Des mesures sont maintenant prises au plus haut niveau pour mettre en œuvre les recommandations.

Le projet sur le tahr a révélé d'autres traditions de conservation, comme l'interdiction de couper les arbres. Les arbres sont battus pour en faire tomber les feuilles et les fruits dans des couvertures pour en nourrir les chèvres et les moutons.

#### Relier les projets

A Oman, la stratégie de conservation s'est formée par une succession de projets. A une étude scientifique conduite dans le nord d'Oman en 1975 a suivi une autre dans le sud en 1977, deux ans après la guerre civile qui a sévi dans la région. Pendant cette période, Michael Gallagher, assistant du conseiller, a écrit, à la demande du sultan d'Oman, le livre *The Birds of Oman* illustré par Martin Woodcock, actuellement remis à jour et traduit en arabe. Il en est résulté des lois qui protègent maintenant les oiseaux et leurs oeufs sur toute la côte et dans les îles omanaises. Des

sanctuaires d'oiseaux ont été établis à Muscat, Salalah et Sohar. L'outarde houbara (*Chlamydotis undulata*) est totalement protégée.

Une étude des tortues marines a commencé en 1977 sur l'île de Masirah. On a découvert le plus grand rassemblement de tortues carets (*Caretta caretta*) du monde (soit 30 000 environ). On y a également rencontré des tortues à écaille, des ridleys olivâtres et des tortues-cuir. D'après les conclusions du projet, la perte naturelle des oeufs de tortues sur les plages de ponte est de 40%; la pêche industrielle ne serait plus rentable, mais la pêche traditionnelle pour les besoins locaux devrait continuer d'être autorisée. Il est également mentionné que l'augmentation de la population sur Masirah allait bientôt rendre indispensables des contrôles des prises. Faute d'une planification à long terme, c'est la population locale qui en pâtirait. Comme l'on connaît mal la biologie des tortues marines, aucune nation n'a encore pu exploiter cette ressource sur une base durable. Le Directeur des pêches d'Oman a entrepris des études de ces diverses populations dans leur milieu naturel où elles sont encore à l'abri de l'exploitation industrielle.

En 1983, l'UICN, en coopération avec le Conseil omanais pour la prévention de la pollution, a entrepris une importante étude des communautés intertidales et sous-tidales de la côte du Dhofar, près de Salalah, au titre du programme de conservation marine du plan d'action du Koweït. L'étude a révélé des écosystèmes uniques et de nouvelles espèces. La côte est balayée par un fort vent de mousson sud-ouest en été, qui cause un courant de 3 à 6 km/h, avec une montée des eaux dramatique pour la faune et la flore de la zone sub-littorale — flore essentiellement composée de deux espèces d'algues brunes, dont l'une pourrait bien constituer à elle seule un genre nouveau pour la science; l'autre est une variété de varech. Ces algues ont une vie saisonnière très marquée de six mois, correspondant à des changements très importants dans le cycle vital d'autres espèces. Presque partout ailleurs dans le monde où de telles montées d'eau ont lieu, le phénomène de dépérissement et de reprise des algues n'est pas saisonnier. Les variations saisonnières et locales entraînent une diversité biologique exceptionnelle. Le rapport recommande un plan de découpage de la côte pour affecter des utilisations aux diverses zones, protéger le varech, les poissons et les langoustes des conséquences du développement et de la pollution. La capitale d'Oman, Mascate, est très peuplée, de même que ses environs. La région est de toute beauté, avec ses îles, sa côte rocheuse, ses lagons et ses récifs coralliens. Les tortues marines viennent se nourrir autour des îles Daymaniyat. Une mangrove a reçu le statut de réserve naturelle à Qurum. Etant donné la pression humaine qui pèse sur la zone de la capitale, l'UICN a été invitée à aider le ministère du Commerce et de l'Industrie à mettre au point un plan de gestion de la zone côtière. Les mesures à prendre pour éliminer les effets néfastes du



OMAN — suite

développement et déterminer les sites à choisir à des fins scientifiques, culturelles et récréatives, y seront spécifiées.

Les aspects environnementaux de l'éducation n'ont pas été oubliés au moment où Oman mettait en place une instruction publique moderne. Le bureau du conseiller

différents mais ayant tous des résultats profitables aux projets suivants — ce qui montre bien un degré de planification par delà le processus évolutif. La mise en place d'un projet sur la base d'autres, réalisés auparavant, a abouti à une bonne structure conceptuelle et administrative. Ainsi, les chan-

la mise en place d'un réseau de parcs nationaux et de régions protégées.

L'UICN est fière de jouer un rôle dans le travail classique de conservation à Oman et est heureuse de prévoir une nouvelle décennie de coopération stimulante et fructueuse avec le sultanat. □



Photo: H. Jungius

*Prairies de mousson dans le Dhofar: interaction équilibrée du bétail des Dofharis et de l'environnement jusqu'en 1977.*

a publié les résultats des études de la faune et de la flore menées en 1975 et 1977, sous forme de rapports spéciaux pour le *Journal of Oman Studies*, et des rapports sur le projet concernant le tahr d'Arabie. Les travaux sur les tortues marines et la réintroduction de l'ofyx seront publiés dans cette revue qui sera un excellent matériel d'étude pour l'Université Qaboos qui ouvrira ses portes en 1985. Autres matériels intéressants: les films et les livres de vulgarisation ou pour enfants publiés par le bureau du conseiller sur la base de travaux sur le terrain sur la faune, les abeilles, les fleurs sauvages, les papillons et les coquillages d'Oman. Le sultanat est représenté à la Commission de l'éducation de l'UICN et les liens étroits qui existent entre l'UICN et le sultanat permettent à celui-ci de propager l'idée de l'intégration de la conservation et du développement — en donnant l'exemple — et de contribuer à l'effort mondial d'éducation en matière de conservation.

#### Evolution au niveau des institutions

La mise en place de la conservation à Oman s'est faite avec une suite de projets

ces d'une intégration réussie de la conservation au développement sont-elles meilleures à Oman que dans des pays où les plans s'appuient uniquement sur des concepts, avec une administration et une expérience quasi inexistantes.

Deux importantes mesures ont été prises. En 1979, le sultan a formé, sous sa présidence, un Conseil des ministres pour la conservation de l'environnement et la prévention de la pollution, en vue d'une meilleure coopération entre les ministères pour que leurs projets de développement soient réalisés en tenant compte de la conservation de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources. Le conseil a son propre secrétariat d'experts qui donne son avis sur des questions techniques de lutte contre la pollution et d'inspection des projets industriels. En mai 1984, le sultan a décrété la création d'un ministère de l'Environnement pour planifier la conservation ces 20 prochaines années.

La deuxième mesure vise à consolider les projets réalisés jusqu'à présent. A cette fin, l'UICN et le gouvernement omanais ont récemment signé un contrat pour préparer

**D**ANS les futurs numéros de la *Stratégie mondiale de la conservation en action*, nous ouvrirons nos colonnes à nos lecteurs. Vous êtes donc invités à nous envoyer vos commentaires sur le présent numéro, ou d'autres antérieurs, et à exprimer votre opinion sur des problèmes qui devraient être plus largement repercutés. Et nous accueillons toujours avec plaisir des articles ou des nouvelles.

Veillez adresser vos lettres à:

La rédaction  
SMC en action  
Centre mondial de la conservation  
CH-1196 Gland (Suisse)



UICN PNUE WWF

Les opinions exprimées dans ce supplément n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des trois organisations qui ont copatronné la SMC.



## BOTSWANA

**Le gouvernement du Botswana a jugé hautement prioritaire la mise en place d'une stratégie nationale de conservation et a invité l'UICN à envisager avec lui, dès la fin 1984, la meilleure manière de procéder.**

**L**a nécessité d'une démarche stratégique pour déterminer la meilleure utilisation des ressources naturelles du pays fut un important thème de discussion de la mission technique du PNUE au Botswana en décembre 1983. Cette mission, qui fait partie d'un ensemble de missions entreprises par le PNUE auprès de plusieurs pays, a examiné avec des experts gouvernementaux les grands problèmes touchant aux ressources naturelles du pays, en vue de prévoir des projets pour les résoudre. La préparation de la SNC a été considérée comme primordiale, dans le but de «faire progresser le développement économique du pays par l'utilisation durable des ressources naturelles».

Les recommandations du rapport de la mission ont été analysées par le gouvernement et la préparation de la SNC devrait commencer dans un proche avenir. □

## SNC EN AUSTRALIE

**Le 19 juillet dernier, le ministre de l'Intérieur et de l'Environnement, M. Barry Cohen, annonçait la publication d'une version illustrée de la Stratégie nationale de conservation pour l'Australie (SNCA).**

**L**e prix de la SNCA a été fixé le plus bas possible grâce à une subvention du ministère, pour qu'elle soit accessible au plus grand nombre.

«Le soutien que la stratégie a obtenu de divers groupes a contribué à l'obtention d'un consensus sur des questions jusqu'à présent controversées», déclare M. Cohen qui ajoute que le gouvernement est «d'accord avec des principes stratégiques et les objectifs du document... compte tenu du contexte fédéral, constitutionnel, législatif et administratif de l'Australie et de son climat économique général». Le gouvernement envisage maintenant la manière de contribuer à le réaliser.

La deuxième édition de *A National Conservation Strategy for Australia* (25 pages) comporte plus de 50 photos en couleurs; elle a été publiée en juillet 1984 par le Service d'édition du gouvernement australien, ministère de l'Intérieur et de l'Environnement, GPO Box 1252, Canberra ACT 2601. Prix: 3 dollars australiens. □

### LES STRATÉGIES NATIONALES DE CONSERVATION VUE D'ENSEMBLE

Septembre 1984

<b>Afrique du Sud</b>	SNC achevée par le <i>Wildlife Society of Southern Africa</i> .
<b>Australie</b>	SNC acceptée en juillet 1984. Le gouvernement envisage les moyens d'application.
<b>Belize</b>	Rapport préliminaire terminé. Phase II en cours. Réunion gouvernement/UICN en septembre 1984.
<b>Botswana</b>	Discussions préliminaires terminées. Phase I du programme SNC en cours. Propositions acceptées par le gouvernement. Le travail sur la SNC devrait commencer bientôt.
<b>Brésil</b>	SNC lancée le 15 juillet 1984 à São Paulo en présence du directeur général de l'UICN, K. Miller.
<b>Canada</b>	Fin de l'examen de la SMC; répartition des tâches dans le gouvernement.
<b>Côte d'Ivoire</b>	Rapport préliminaire de SNC terminé. Mission de l'UICN en été 1984 pour préparer un plan de travail et des projets pilotes. Recommandations de la mission en cours d'examen.
<b>Espagne</b>	Projet de SNC terminé par la commission inter-ministérielle de l'environnement.
<b>Fidji</b>	Cadre pour une SNC développé avec l'UICN.
<b>Honduras</b>	Préparation d'une SNC discutée lors d'un séminaire national. Nouvelle mission en octobre.
<b>Inde</b>	Des éléments de SNC seront inclus au 7 <sup>e</sup> plan (1985-1989).
<b>Indonésie</b>	Plan de conservation national (portée limitée) développé par le gouvernement/FAO. Autres travaux de stratégie examinés par le gouvernement.
<b>Italie</b>	Un projet de SNC devrait être terminé en 1984.
<b>Madagascar</b>	Schéma de SNC soumis au gouvernement en septembre 1984. Préparation d'une Conférence internationale sur l'environnement axée sur le processus de SNC, prévue en octobre 1985.
<b>Malaisie</b>	Quatre stratégies d'Etat préparées par le WWF-Malaisie.
<b>Mexique</b>	Lancement de la SMC en juin 1983 suivie de la promotion de ses principes dans les organisations nationales.
<b>Népal</b>	Projet de SNC publié. Phase II débute fin 1984.
<b>Nouvelle-Zélande</b>	Projet de SNC en préparation.
<b>Norvège</b>	Etude terminée par le ministère de l'Environnement, avec proposition de SNC.
<b>Ouganda</b>	Phase I de la SNC acceptée par le gouvernement. Début de la Phase II en novembre 1984.
<b>Pakistan</b>	Mission de l'UICN en novembre-décembre 1983; proposition de SNC. Suites attendues fin 1984.
<b>Pays-Bas</b>	Examen de la SMC terminé; prise de position à l'étude.
<b>Philippines</b>	Publication de la SNC en février 1984; début de la phase II fin 1984.
<b>Portugal</b>	Développement de la SNC par une nouvelle fondation de l'environnement.
<b>Royaume-Uni</b>	Centre du développement économique et environnemental créé en juillet 1984 pour promouvoir les recommandations de la SNC.
<b>Sénégal</b>	Rapport de phase I approuvé par le gouvernement. Début de la phase II, avec élaboration de projets pilotes.
<b>Seychelles</b>	Fin du travail préliminaire par le gouvernement. Mission de l'UICN prévue fin 1984.
<b>Sri Lanka</b>	SNC en préparation par un groupe de travail national.
<b>Tchécoslovaquie</b>	Stratégie sub-nationale en préparation.
<b>Thaïlande</b>	Projet de SNC élaboré par le Conseil national environnemental avec l'UICN et le PNUE.
<b>Zaire</b>	Le gouvernement travaille à un projet de SNC avec la FAO.
<b>Zambie</b>	Phase II terminée; examinée par le gouvernement.
<b>Zimbabwe</b>	Plan d'action terminé; comité technique pour élaborer la stratégie.



## CONFÉRENCE SUR LA CONSERVATION ET LE DÉVELOPPEMENT

**Rien de ce que l'UICN n'a fait au cours des quatre décennies de son existence n'a autant attiré l'attention que la Stratégie mondiale de la conservation (SMC).**

Plus de 1 000 membres et collaborateurs ont participé à sa préparation et plusieurs milliers à son lancement en mars 1980. Quatre ans après, la SMC est l'ouvrage de référence le plus utilisé pour la planification de l'utilisation des ressources naturelles. Des mesures d'application sont entreprises dans plus de 30 pays.

La préparation de la SMC a nécessité un gros investissement en temps, en argent et en effort intellectuel. Pour en obtenir le maximum de résultats, il faut qu'elle soit appliquée le plus efficacement et le plus largement possible sur le plan international.

La parution de *La Stratégie mondiale de la conservation en action* est un des moyens de promouvoir la SMC et de faire connaître les succès et les échecs rencontrés dans son application. D'autres moyens seront présentés à la Conférence internationale d'Ottawa, Canada, en juin 1986.

Le comité de préparation, composé de représentants de l'UICN, du WWF-International, du PNUE, d'Environnement Canada et de la Fédération canadienne pour la faune, a approuvé les concepts sous-jacents à la conférence.

### Quels seront les participants ?

Environ 300 participants d'un grand nombre de pays y participeront. Comme ce ne sera pas une conférence diplomatique, il n'y aura pas de délégations officielles.

### Quel sera son but ?

Son principal objectif sera de promouvoir l'intégration de la conservation au développement. La principale méthode sera l'examen de l'utilisation des principes de la SMC comme moyen d'intégration de la conservation au développement. La conférence devra :

- permettre un examen public des progrès accomplis en vue de l'intégration conservation/développement, de la préparation de stratégies de conservation et d'autres aspects de l'application de la SMC;
- être un forum d'échange d'informations sur tous les aspects de l'intégration conservation/développement, notamment sur la préparation et l'application

# OTTAWA 1986

### Programme de la conférence

La durée de la conférence sera de cinq jours et demi de travail. Après l'ouverture officielle et un important discours, il y aura des séances plénières et des séances de travail pour discuter les opinions et approuver les recommandations. Il y aura cinq séances plénières d'information et des séances de travail pour évaluer ce qui a été réalisé et faire des recommandations d'action.

#### ● Intégration conservation/développement

Les thèmes fondamentaux seront abordés sous un angle nouveau, ainsi que les principaux objectifs de la SMC.

#### ● Démarche stratégique à l'intégration conservation/développement

#### □ Stratégies nationales de conservation (SNC)

Six à huit cas précis de préparation de SNC dans des pays développés ou en développement seront étudiés.

#### □ Autres démarches stratégiques

Quatre à six cas d'autres expériences seront étudiés.

de stratégies nationales, régionales, sectorielles; et

- recommander une meilleure démarche pour cette intégration.

### Quels seront ses résultats ?

- Des recommandations globales pour un programme d'action approuvé par les participants;
- un ensemble de procès-verbaux; et
- une publication résumant les expériences des participants sous forme de lignes directrices sur une démarche stratégique à la conservation et au développement.

### Des suggestions ?

Le programme de la conférence est en préparation. Les personnes souhaitant apporter leurs commentaires ou propositions dans le contexte général indiqué ci-dessus, sont invitées à prendre rapidement contact avec le professeur Jacobs, président du comité du programme, Université de Montréal, Faculté de l'Aménagement, 5620 avenue Darington, Québec, Canada, H3T 2T1, ou avec le coordonnateur de la conférence, M. David Munro, 2513 Amherst Avenue, Sidney BC, Canada V8L 2H3. □

#### ● Application des recommandations de la SMC par l'action sur le plan international

L'on s'attachera aux changements survenus dans le droit international, aux problèmes des territoires mondiaux et à la situation de l'assistance technique et financière à la conservation dans les pays en développement.

#### ● La diffusion du message

L'on abordera les moyens de diffuser les thèmes de la conservation et du développement et de promouvoir la mise en oeuvre de la SMC.

#### ● Evolution de la SMC

La SMC devrait être réévaluée six ans après son lancement. On soulignera plus particulièrement :

- la culture et la conservation;
- la population et la conservation;
- les établissements humains et la conservation; et
- l'économie et la conservation.

La *Stratégie mondiale de la conservation (SMC)* a été lancée le 5 mars 1980. Elle a été préparée par l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), avec l'avis, la coopération et l'assistance financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du World Wildlife Fund (WWF) et en collaboration avec la FAO et l'Unesco.

L'une des priorités soulignées dans la SMC est la nécessité de préparer et d'appliquer des stratégies de conservation nationales (SNC). La *Stratégie mondiale de la conservation en action* donne des informations sur l'application de la SMC et sur l'état des SNC dans le monde. Elle est produite par le Centre de la conservation pour le développement de l'UICN, au titre du projet de planification de la stratégie de conservation financé par le WWF.

Informations, commentaires et questions doivent être adressés à: La rédaction, SMC en action, Centre mondial de la conservation, CH-1196 Gland, Suisse.

Ce numéro a été préparé par Angela London avec l'assistance de Keith Rennie, consultant de l'UICN au Centre de la conservation pour le développement.